CARTON ROUGE !

Journal des lycéen-ne-s des JCR / LCR de l'Aisne - Octobre 2006

Arrêt des expulsions !

Régularisation de tous les sans-papiers !

Extirpé à l'aube du centre de rétention de Vincennes où il dormait depuis près de quatre semaines, Jeff Babatundé, lycéen sans papier de 19 ans, a été renvoyé mercredi 30 août dans son pays d'origine, le Nigeria.

Arrivé en 2004 après l'assassinat de sa mère, une opposante politique, il est pris en charge par l'association France terre d'asile et intègre le lycée professionnel Dorian à Paris.

Plusieurs dizaines de membres de son comité de soutien manifestent à l'aéroport de Roissy retardant son expulsion d'une heure. Dans l'avion, une dizaine de passagers révoltés exigent que l'avion ne décolle pas. Rien n'y fait. Deux d'entre eux sont arrêtés et menottés. L'avion part séparant Jeff de dizaines de camarades et de sa petite amie.

En cette rentrée scolaire, dans de nombreuses salles de classe un peu partout en France des chaises occupés il y a encore quelques semaines par nos camarades sans-papiers seront vides. Et leur sort risque bien d'être celui de milliers d'autres dans les semaines qui viennent.

La mobilisation massive dans de nombreux collèges et lycées en faveur des élèves sans-papiers l'an dernier avait permis d'obtenir un sursis jusqu'au 30 juin.

Sous la pression du Réseau Éducation Sans Frontières (RESF), des mobilisations de lycéens, parents et enseignants, Sarkozy a dû signer, le 13 juin, une nouvelle circulaire pour régulariser les parents d'enfants scolarisés, mais en fonction de critères tout à fait arbitraires, et souvent non pris en compte par les préfets.

Ainsi, il n'est pas surprenant que sur les 30 000 demandes, le gouvernement ne consente que 6 000 régularisations ! Alors que l'Espagne a régularisé 700 000 sans-papiers en 2005 et l'Italie 517 000 cet été. Et contrairement aux engagements pris, des lycéens et des familles ont été expulsés alors qu'ils remplissaient les conditions de régularisation édictées par la circulaire du 13 juin.

SARKOZY SUR LES TERRES DE LE PEN

La mobilisation en défense des élèves sans-papiers, des immigrés comme ceux de Cachan qui luttent pour un logement décent et contre la traque policière, celle contre la loi CESEDA qui met en oeuvre la politique dite de « *l'immigration choisie* » qui veut fournir au patronat une main-d'oeuvre exploitable et corvéable à merci, est un formidable désaveu des politiciens qui tentent de dresser les français contre les immigrés et les travailleurs sans-papiers désignés comme boucs émissaires.

Mais rien n'est réglé. Et Sarkozy fera tout pour placer la campagne électorale qui s'ouvre sur le terrain sécuritaire pour piquer quelques voix au Front National.

Pour cela il compte bien flatter les peurs, les craintes engendrées par une mondialisation financière qui détruit les droits des salariés, généralise la concurrence, sécrète les inégalités, produit la misère au niveau de toute la planète.

SOLIDARITÉ SANS FRONTIÈRES !

Seule la solidarité entre les opprimés, quelles que soient leur origine ou la couleur de leur peau, pourra leur permettre de se défendre, de résister, d'imposer leurs droits, par-delà les frontières héritées du passé.

Ces dernières ne protègent les populations de rien, elles ne protègent que les privilèges réactionnaires des classes dominantes. L'immigration est la conséquence directe de cette mondialisation de la concurrence capitaliste qui ruine des millions de paysans ou de travailleurs indépendants obligés de quitter leur terre, leur pays pour tenter de survivre. Face à cette concurrence inhumaine et sans pitié, les travailleurs, la jeunesse et les peuples n'ont qu'une arme, leur solidarité.

La famille Razafisaona, menacée d'expulsion est obligée de se cacher dans notre département.

Ils sont aujourd'hui sous la protection du Collectif de Défense des Sans-Papiers de l'Aisne. Les trois enfants, Valera (17 ans), Dominique (13 ans) et Diana (8 ans) sont de fait privés du droit de suivre une scolarité normale. Cet famille est en France depuis 2002, remplit tout les critère de la circulaire. Pourtant la préfecture n'a pas hésité à prendre un arrêté de reconduite à la frontière à son encontre, et à procéder à son arrestation au petit matin. Les adolescents et leurs parents, placés en centre de rétention, on ensuite été menottés. Libérés pour vice de procédure, ils sont toujours sous le coup de l'APRF, le recours ayant été rejeté par le tribunal de Rouen. **C'est inacceptable**, **aucun être humain ne doit avoir à se cacher, aucun enfant n'est illégal.**

UN VOEU DU CONSEIL GENERAL DE L'AISNE

La majorité du Conseil Général de l'Aisne a voté un voeu, le **25 septembre**, « relatif à la régularisation des familles en situation irrégulière ». Il affirme que « l'arrestation d'une famille malgache à Soissons le 31 août 2006 confirme la dérive répressive de cette circulaire et montre les dérives stigmatisantes de la régularisation annoncée par le Ministre de l'Intérieur. »
La position des socialistes a ses limites. Contrairement au Comité de Défense des Sans Papiers de l'Aisne qui se prononce pour la régularisation de tous les sans papiers, le Conseil Général ne propose qu'un "moratoire des expulsions". Un moratoire jusqu'à quand ? On élit Ségolène et on reprend les charters après ? Pas d'accord !

LES MARCHANDS DE MORT ENGRAISSENT, LA POPULATION CREVE

Le rapport annuel de l'Institut International de Recherche pour la Paix vient de paraître. Les dépenses militaires mondiales atteignent en 2005 un niveau record : 1 118 milliards de dollars (soit une augmentation de 3,4 % par rapport à 2004). À eux seuls, les Etats-Unis sont responsables de 48 % du total des dépenses. Les sociétés de vente d'armes, les fabricants d'engins de mort se frottent les mains et pendant ce temps-là ? Pendant qu'on dilapide l'équivalent de 173 dollars par habitant sur la planète dans les dépenses militaires, plus de 1,2 milliards de personnes dans le monde survivent avec moins de 1 $ par jour, 1 personne meurt de faim toutes les 4 secondes, 1 milliard d'enfants vivent sous le seuil de pauvreté !

Le capitalisme ravage la planète : Assez de pillages et de destructions !

Il y a un mois en Côte d'Ivoire, un bateau poubelle, naviguant pour le compte de la société européenne Trafigura, se débarrassait de plus de 500 tonnes de déchets hautement toxiques en plein cœur de la capitale ivoirienne avec la complicité des autorités locales.
8 morts, 80 000 personnes intoxiquées et un bilan qui, chaque jour, s'alourdit davantage parce qu'une multinationale a refusé de payer pour traiter ses déchets.
Avant de semer la mort à Abidjan, ce navire, le Probo Kaola, avait sans doute croisé les embarcations de fortune des milliers de dépossédés africains qui tentent, au péril de leur vie, de rallier l'Europe pour fuir la misère et les ravages causés dans leurs pays par les puissances occidentales.

Comme à chaque fois que les pollueurs sont pris la main dans le sac, les commentaires indignés n'ont pas manqué. En fait, l'Afrique et les pays pauvres sont devenus la poubelle du monde industrialisé. Des millions de tonnes de déchets toxiques et souvent radioactifs ont été déversées le long des côtes africaines ou jetées à même le sol avec des conséquences dramatiques pour les populations locales et l'environnement.

La course au profit est au cœur de la crise écologique planétaire

Le monde est devenu, au sens propre comme au sens figuré, le champ de bataille et la poubelle de quelques centaines d'entreprises multinationales qui pillent la planète et ses ressources sans jamais se préoccuper ni des populations ni des conséquences sur l'environnement. De l'Irak à l'Afrique, toutes les guerres menées au nom de la démocratie version Bush et Cie puent le pétrole.

Marées noires, destruction des forêts, pollution de l'air et de l'eau, réchauffement et dérèglement climatiques, catastrophes industrielles, les conséquences de l'exploitation capitaliste sont toujours plus visibles. Les yeux grands ouverts, les gouvernements, au service des multinationales, assistent sans rien faire au saccage de la planète.

Ainsi, la communauté scientifique a beau, depuis des décennies, tirer le signal d'alarme sur le réchauffement climatique dû à l'augmentation du taux de gaz carbonique dans l'atmosphère, rien n'y fait. La catastrophe est annoncée, les remèdes connus : réduire les émissions de CO_2 en diminuant la pollution industrielle et le transport par la route.

De la même façon, aucune solution satisfaisante n'a été trouvée pour stocker ou se débarrasser des déchets nucléaires qui resteront radioactifs et nocifs pendant des dizaines de milliers d'années. Pourtant, le gouvernement français vient de lancer l'EPR, une nouvelle génération de réacteurs, pour satisfaire les appétits de trusts comme Framatome.

Les lobbies du nucléaire et les grands trusts pétroliers comme Total bloquent tout développement des énergies renouvelables, notamment l'énergie solaire et éolienne sans se soucier de l'avenir.

Cette course sans fin au profit, qu'aucun gouvernement libéral ou social-libéral n'est prêt à remettre en cause, pousse à un productivisme exacerbé au mépris des populations comme de l'environnement. Le capitalisme ne développe et n'utilise la science et les techniques que dans un but de profit à court terme : c'est ainsi qu'il développe les OGM et l'agriculture industrielle pour rendre les paysans totalement dépendants des trusts de l'agro-alimentaire.

Pour l'avenir de l'humanité comme celui de la planète, il faut renverser le capitalisme

Il n'y a pourtant rien de fatal à ce que la mondialisation toujours croissante des échanges et de la production se retourne contre les peuples et les salariés. Ce qui est en cause, c'est la loi du profit capitaliste au cœur de ce système. Ceux qui exploitent toujours plus les salariés sont les mêmes qui prennent la planète pour une poubelle.
Satisfaire les besoins humains et respecter l'environnement ne sont nullement incompatibles. Mais cela passe par le contrôle démocratique et l'expropriation par la collectivité des grands groupes industriels, nucléaires et pétroliers. Il ne peut y avoir un aménagement « vert » du système. Il faut changer de société et de mode de production, fonder une société libérée de la course à la rentabilité et de la loi que font régner quelques multinationales qui font la pluie et le beau temps sur la planète.

SI TU VEUX PARTICIPER A LA REDACTION DU PROCHAIN *CARTON ROUGE*, FAIRE PASSER UNE INFO, CONTACTE-NOUS ! TÉL : 06 25 02 44 50

E-MAIL : jcr-02@hotmail.fr OU lcr02@laposte.net
LCR 02 http://lcr02.free.fr/accueil.htm
LCR site national http://www.lcr-rouge.org